

SANS-PAPIERS

## Sarkozy, le chasseur d'enfants

vendredi 30 mars 2007, par [BOULANGE Antoine](#) (Date de rédaction antérieure : 29 mars 2007).

**Les syndicats d'enseignants, le Réseau éducation sans frontières (RESF) et SOS-Racisme se sont rassemblés, lundi 26 mars, en soutien à la directrice de l'école maternelle Rampal, à Paris, qui s'est retrouvée en garde à vue pour avoir défendu un sans-papiers.**

Les événements de l'école Rampal, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, révèlent qu'un cap a été franchi. Lundi 19 mars et mardi 20 mars au soir, la police est venue arrêter des sans-papiers (une tante et un grand-père) venus chercher les enfants à la sortie de l'école. Grâce à la solidarité construite par le Réseau éducation sans frontières (RESF), la résistance a été immédiate, les parents se sont véritablement révoltés. Ils se sont opposés à la police, de manière extrêmement déterminée, s'allongeant devant les voitures pour les empêcher d'emmener les sans-papiers, la police ripostant avec des matraques, des gaz lacrymogènes et des chiens. Pour essayer de briser cette solidarité, la directrice de l'école a été placée en garde à vue, trois jours plus tard, pour « *outrage et dégradation de biens publics en réunion* ». Non content de terroriser les sans-papiers par des rafles quotidiennes, Sarkozy s'en prend directement à leurs soutiens, afin d'essayer de leur faire peur et de casser le RESF, particulièrement implanté dans les quartiers populaires de Paris.

Ce qui c'est passé n'est pas une bavure. Sarkozy veut récupérer une partie des voix de Le Pen. Il s'engage dans la surenchère raciste, en voulant atteindre ses objectifs d'expulsions à tout prix. Sarkozy veut faire des sans-papiers les boucs émissaires. Les hauts fonctionnaires collaborent sans scrupule. Le rectorat de Paris a ainsi déclaré que, l'affaire s'étant déroulée « *hors de l'école et du temps scolaire, [...] si la directrice a commis un délit, le rectorat n'a ni à la soutenir, ni à la protéger. C'est une citoyenne comme les autres. Elle doit assumer les conséquences de ses actes* ».

Tous les candidats de gauche ont immédiatement dénoncé ces agissements. Mais ce n'est pas suffisant. On ne peut pas se satisfaire de la réponse du ministère de l'Intérieur, qui rappelle à ses fonctionnaires de police qu'il ne faut pas procéder à des arrestations « *à proximité ou dans les écoles* ». La préfecture avait déjà pris cet engagement à la rentrée, et elle vient de démontrer qu'elle mentait. Et, ailleurs, dans le métro, aux Restos du cœur, ce n'est pas plus acceptable ! Il faut donc amplifier le mouvement d'opposition qui naît.

Dès le vendredi 23 mars, 150 personnes se sont rassemblées devant le commissariat où la directrice de l'école était en garde à vue. Un rassemblement a également eu lieu à Paris, lundi 26 mars, à l'appel de tous les syndicats, de la FCPE et du RESF. Plus d'un millier de personnes étaient présentes. À Paris, il faut organiser une journée école morte, grève des enseignants et mobilisation des parents à l'appui, comme cela s'est fait il y a quelques semaines, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement. Nous nous opposons à toutes les poursuites engagées contre les enseignants, comme celle qui vise Florimond Guimard, un enseignant marseillais, dont le procès doit avoir lieu le 20 avril. Il ne faut pas céder aux provocations. Pour cela, il est nécessaire de développer, partout et largement, des comités du RESF, afin d'organiser la seule vraie sécurité pour les familles : la solidarité, que des initiatives nationales doivent mettre en avant. Cette mobilisation est un point d'appui pour gagner

une lutte essentielle : la régularisation de tous les sans-papiers. Le départ de Sarkozy du ministère de l'Intérieur ne change rien à la situation actuelle. C'est bien lui qui est directement responsable. Le bras de fer est engagé.

---

**P.-S.**

\* Paru dans Rouge n° 2198 du 29 mars 2007.